

Commission : Conseil des ministres de l'environnement et de l'immigration

Sujet : plan européen d'action face à l'enjeu croissant des réfugiés climatiques

Auteur : Bulgarie

La Bulgarie est un pays des Balkans, riche en variété de paysages naturels, ayant des frontières avec la Turquie, la Grèce, la Macédoine, la Serbie, et la Roumanie. Elle constitue une République parlementaire unitaire, présidée par Roumen Radev depuis le 22 janvier 2017. Le premier ministre Boïko Borissov, met en place le Gouvernement de Borissov III depuis le 4 mai 2017, qui se fonde sur les principes de centre droit. Or, le nombre d'immigrés climatiques fuyant les dérèglements et catastrophes naturelles ne fait que croître. Cela est dû au réchauffement climatique et à la pollution de l'environnement qui déstabilise les écosystèmes et la géologie de la terre, dont les conséquences sont parfois très graves à l'échelle économique, sociale, et politique.

La croissance des réfugiés climatiques représente une source de questionnements importants pour l'ensemble de l'Europe. Néanmoins, cet enjeu reste complexe en Bulgarie en raison du refus des immigrants de manière générale, et la fragilité de la gestion environnementale par le gouvernement bulgare.

Le droit de l'environnement bulgare est une matière sensible, en plein développement. On note que Vidin, une ville du nord-ouest de la Bulgarie est la ville la plus polluée de l'Europe. La Bulgarie a même été le 1^{er} pays à être condamné par la cour de justice européenne pour non-respect systématique et persistant de la réglementation sur la qualité de l'air en concentration de particules PM10. Pourtant, la constitution bulgare est pro-environnementale. L'article 15 entend que la république bulgare assure la protection et la restauration de l'environnement, le maintien de la richesse naturelle, et l'utilisation rationnelle des richesses du sous-sol et des ressources du pays. Quant à l'article 55, il cite que les citoyens doivent pouvoir vivre dans un environnement sain et bénéfique pour leur santé, ainsi, ils sont tenus de protéger l'environnement. La Bulgarie a également signé le protocole de Kyoto et s'est donc engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030 par rapport à 1990. Néanmoins, deux imperfections majeures défont le droit bulgare sur l'environnement. La première est de nature technique et consiste en l'absence de code de l'environnement et dans la juxtaposition désordonnée des textes. La seconde est de nature conceptuelle et repose sur la structuration du droit en matière d'environnement, caractérisée par une opacité avérée. Les difficultés environnementales traversées ne sont pas dues à des émissions industrielles, mais à une pollution liée à la pauvreté.

Malgré sa situation géographique qui en fait une porte de l'UE, la Bulgarie n'a jamais constitué une importante route migratoire. En 2016, La capacité d'accueil des réfugiés est de 5 130 places pour l'ensemble du pays, et une augmentation de l'afflux serait ingérable. En décembre 2018, la Bulgarie n'adhère pas au Pacte mondial pour la migration de l'ONU, qui liste les bonnes pratiques pour gérer le phénomène migratoire, et se retire des négociations. Le gouvernement bulgare défend une politique «zéro migration». Le ministre bulgare de la Défense, Krassimir Karakachanov, politicien de droite, s'est même opposé à l'installation d'un camp de réfugiés provisoire dans le nord de la Grèce, à 45 km de la Bulgarie, estimant que l'installation de migrants clandestins du côté grec de la frontière bulgare, pourrait aggraver les tensions entre les deux pays. De plus, les conditions d'hébergement, d'accueil et d'alimentation des personnes migrantes ou demandeuses d'asile restent inadaptées. La violence demeure une pratique courante, et les migrants sont souvent physiquement repoussés en dehors du territoire national. En 2015, des employés du Haut-Commissariat aux droits de l'homme visitent la Bulgarie deux fois, afin de prévenir le pays ces injustices. Or, la Bulgarie ne fait pas partie de l'espace Schengen, même si elle protège les frontières extérieures de l'UE. Ce déséquilibre entre égalité des droits et obligations constitue une source de discord. Bien que le pays soit tenu de protéger les frontières de l'espace Schengen, il ne bénéficie pas

de l'aide ou de la reconnaissance nécessaires, et ses citoyens ne tireraient actuellement aucun avantage du fait d'appartenir à cet espace.

Face à l'aggravation et l'augmentation du nombre d'immigrés, le ministère de l'intérieur consacre 20 % de son budget aux contrôles aux frontières. L'UE refuse de participer au financement de la construction d'une clôture. En juin 2018, lors d'un mini-sommet de Bruxelles sur la politique migratoire, le 1^{er} ministre bulgare propose de fermer immédiatement les frontières extérieures de l'UE aux migrants. Il demande également la mise en place en dehors de l'UE, en Libye et en Turquie, de centres chargés de faire le tri entre les réfugiés qui fuient les pays en guerre et les migrants économiques. Selon le chef du gouvernement bulgare Boïko Borissov, une fois endigués les flux migratoires, l'UE pourra s'occuper des centaines de milliers de migrants déjà en Europe, prenant en charge les vrais réfugiés et renvoyant les autres chez eux.

Par ailleurs, la Bulgarie montre davantage d'efforts dans la lutte contre le réchauffement climatique. A Sofia, une station située dans le centre-ville, a été réinstallé au pied du mont Vitocha, au milieu des arbres. La pollution a ainsi baissé de façon spectaculaire. De plus, l'entreprise bulgare Eldrive ayant pour objectif de trouver des solutions de transport pratiques et respectueuses de l'environnement, développe en 2017 la mobilité électrique dans le Sud-Est de l'Europe grâce à la location de voitures électriques et à la mise en place d'un réseau de stations de recharge. Les politiciens ont proposé différentes solutions locales dont les suggestions de démolition de maisons qui brûlent du combustible solide en prison. Toutefois, ils cachent leur réticence à lutter contre la véritable cause de la pollution : la pauvreté et la privatisation des transports. Au surplus, ils rejettent la responsabilité sur les personnes socialement défavorisées, dont elles veulent criminaliser la pauvreté.

Avant d'être en mesure d'ouvrir ses portes aux réfugiés climatiques, la Bulgarie doit encore parvenir à protéger son environnement et limiter son impact sur le réchauffement climatique, et réussir à sortir ses citoyens de la pauvreté et les soutenir. Cependant, son gouvernement pro-européen souhaite bénéficier de l'aide de l'union pour une meilleure gestion de la situation.